

Un arrêt de la cour européenne s'attaque aux services publics

9 avril 2014



Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

« Concurrence libre et non faussée » L'UE et l'euro sont intrinsèquement des leviers du capitalisme

Concurrence libre et non faussée. Chacun connaît ce dogme fondamental de l'UE, présent dans les traités dès le traité de Rome en 1957. C'est que, via cette règle, l'UE impose la libéralisation des monopoles publics, leur privatisation et leur démantèlement, leur transformation en monopoles privés qui permettront de renforcer l'exploitation des travailleurs, de faire les poches des usagers pour remplir les coffres de l'oligarchie capitaliste. C'est à cela que le 29 mai 2005 les citoyens français ont dit NON très majoritairement.

Fruit des luttes des travailleurs, cœur des avancées de 1936 et de 1945, services et entreprises publics appartiennent à la collectivité et échappent au moins en partie à la prédation du capital. EDF-GDF, La Poste et France télécom, autoroutes... voilà autant de ces services publics privatisés et/ou libéralisés pour suivre les diktats de l'Union Européenne, pour sacrifier à l'austérité sans fin imposée par la BCE et l'Euro, et aussi pour permettre au grand capital privé, qui s'est désengagé de l'industrie et de ses difficultés techniques et commerciales spécifiques, de prendre en main les grandes entreprises publiques disposant au départ d'une rente de situation et d'un investissement infrastructurel à base d'argent public et déjà largement amorti.

Alors d'aucuns prétendent que ce n'est pas l'UE qui est en cause, mais bien les gouvernements (cela n'a bien sûr rien à voir avec le fait qu'ils soient membres du PGE ou de la CES parti ou « syndicats » largement financés par la Commission Européenne à condition qu'ils défendent la construction européenne, où avec leur stratégie d'alliance opportuniste avec les sociaux-libéraux du PS)... Si ces derniers sont effectivement responsables, c'est d'être les sous-préfets zélés et consentants de l'oligarchie capitaliste et à ce titre de pousser les feux de la construction européenne en bafouant la souveraineté populaire pour pousser via ces armes d'exploitation massive que sont l'UE et l'Euro toujours plus loin la destruction des conquêtes sociales des travailleurs.

Comme le démontre [le PRCF depuis plus de 10 ans](#), l'UE et l'Euro sont les armes construites par et pour la classe capitaliste contre la classe des travailleurs. Pour reprendre le propos plus récents de Monica Charlot, la sociologue spécialiste de cette oligarchie, « [l'UE et l'euro sont des leviers du néolibéralisme](#) »

[Un récent arrêt de la cour européenne de justice](#) prouve s'il le fallait encore, que les règles essentielles de la construction européenne s'opposent à l'existence même des services publics pour consacrer la prédation sans partage des monopoles capitalistes. Non l'UE n'est pas réformable, et « l'Europe sociale » chère au Front de gauche et aux états-majors syndicaux est une dangereuse illusion qui conduit les

travailleurs dans le mur.

Un arrêt de la cour européenne s'attaque aux services publics

Cet arrêt vient confirmer un arrêt de 2012 rendu au sujet de La Poste, considérant comme un avantage concurrentiel indû le statut d'EPIC (établissement public d'intérêt commercial) de La Poste qui en 2010 n'avait pas encore été privatisée sous forme de Société Anonyme. Car le statut d'EPIC permet d'accorder une « garantie financière implicite et illimitée » par l'Etat.... Effectivement, c'est bien là un des intérêts des monopoles publics que d'être un peu protégés de la prédation des marchés financiers. Chacun pourra observer que si cela gêne l'UE concernant des entreprises ou des services publics, cela ne la choque absolument pas, pas plus que [ces grands médias impartiaux](#), que les Etats soient contraints d'apporter cette garantie illimitée aux banques et assurances privées.... Privatisation des bénéfices, socialisation des pertes, voilà une des autres maximes de l'UE, aussi vieille que le vieux capitalisme monopoliste d'Etat travesti en « libéralisme ».

C'est donc bien là le statut des services publics qui est profondément remis en cause. A titre d'illustration, la SNCF où la RATP sont toujours des EPICs qui doivent déjà faire face aux directives européennes de libéralisation du secteur des transports. SNCF et RATP mais bien au delà l'ensemble des EPIC, des Etablissements publics ou des services publics qui pourraient se trouver de près ou de loin dans le champ concurrentiel sont donc bien dans le viseur de l'UE. Et quel domaine échappe aujourd'hui à un « champ concurrentiel » selon l'UE ? La santé ? L'éducation ? Presqu'aucun en réalité.

Rester dans l'UE, c'est de fait se contraindre à renoncer aux conquêtes du CNR et à tous les autres conquêtes sociaux, la souveraineté populaire base première d'une possible démocratie etc. pour respecter la « concurrence libre et non faussée » ou plus exactement le règne sans partage, la dictature toujours plus totalitaire et fascisante de la classe capitaliste. C'est déjà ce que voulait dire Jean Jaurès quand il déclarait, n'en déplaise à toute la gauche « bobo » qui refuse l'idée même d'indépendance des nations, que « l'émancipation nationale est le socle de l'émancipation sociale ».

Le 25 mai prochain, pour dire Non à la liquidation du droit du travail, pour dire Non à la guerre aux salaires, pour dire Non à la liquidation de leurs entreprises publiques, de [leurs autoroutes](#), de leurs chemins de fer, et à terme, de leur sécurité sociale, les travailleurs de France doivent faire retentir à nouveau leur NON à l'UE du Capital. Oui pour défendre et étendre les conquêtes du CNR, pour un CNR 2.0 et la reconquête de la souveraineté populaire il faut sortir de l'UE, de l'Euro de l'OTAN par la voie du progrès social, par la voie de l'internationalisme des travailleurs. Oui, comme le proclame le PRCF rejoint par un nombre croissant d'organisations et d'intellectuels progressistes, il faut briser les chaînes de l'Union Européenne !

En rejoignant la campagne pour l'abstention citoyenne à l'élection européenne, en faisant grossir le mouvement pour le boycottage militant de cette farce électorale, chacun peut montrer qu'il n'est pas dupe. Chacun peut faire monter le tsunami de l'abstention citoyenne de classe et de masse pour démontrer l'illégitimité de cette dictature supranationale qu'est l'UE – en passe qui plus est de se transformer en « Grand Marché Transatlantique » avec l'adoption très prochaine dans le dos des peuples du TTIP-, de ses institutions totalitaires qui piétinent les peuples souverains pour imposer les diktats austéritaires de l'oligarchie capitaliste,

[le 25 mai, refusons de voter](#), faisons la grève de ce scrutin destiné à liquider la souveraineté, donc la citoyenneté républicaine, rappelons notre NON spolié de 2005, réclamons la sortie de l'UE, la sortie de l'Euro, la sortie de l'OTAN pour préparer la sortie du capitalisme. Construisons ensemble un large front du peuple, progressiste et patriotique, pour mener la lutte des classes pour construire une République sociale, souveraine et respectueuse du monde du travail.

A retrouver sur www.initiative-communiste.fr

»» <http://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/arret-cour...>